

---

# ***School District No. 93 – Le Conseil Scolaire Francophone de la Colombie-Britannique***

---

*Rapport pour l'exercice  
clos le 30 juin 2014 pour  
le Conseil de gestion*





Le 5 septembre 2014

Membres du Conseil de gestion  
School District No. 93 – Le Conseil Scolaire Francophone de la Colombie-Britannique  
13511 Commerce Parkway, Bureau 100  
Richmond, BC V5V 2J8

Mesdames, Messieurs:

Nous avons presque achevé notre audit des états financiers de l'exercice clos le 30 juin 2014 du Conseil Scolaire Francophone de la Colombie-Britannique (le « Conseil ») préparés selon la Section 23.1 du *Budget Transparency and Accountability Act* de la Colombie-Britannique, basée sur les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Nous proposons d'exprimer une opinion sans réserve lorsque les éléments énoncés à la page 1 seront résolus. Une version provisoire du rapport de l'auditeur indépendant est présentée à l'annexe A.

Nous avons préparé ce rapport pour vous aider dans le cadre de votre revue des états financiers. Il comprend une mise à jour de l'état d'avancement de nos travaux et une analyse des questions importantes sur le plan de la comptabilité et de l'information financière sur lesquelles nous nous sommes penchés dans le cadre de l'audit.

Nous proposons d'examiner les principaux éléments de ce rapport et de discuter de nos principales constatations avec vous à la prochaine réunion.

Nous aimerions remercier sincèrement les membres de la direction et du personnel du Conseil qui nous ont été d'une aide précieuse pendant l'exécution de nos travaux et c'est avec plaisir que nous vous rencontrerons le 9 septembre 2014. N'hésitez pas à communiquer avec moi avant la réunion si vous avez des questions ou des préoccupations.

Veuillez agréer mes salutations distinguées.

*PricewaterhouseCoopers LLP*

Andrew Clark  
Associé Délégué  
Groupe Audit et Certification

c.c. Sylvain Allison, secrétaire-trésorier

---

*PricewaterhouseCoopers LLP*  
*PricewaterhouseCoopers Place, 250 rue Howe, Bureau 700, Vancouver (Colombie-Britannique), Canada V6C 3S7*  
*T: +1 604 806 7000, F: +1 604 806 7806, [www.pwc.com/ca](http://www.pwc.com/ca)*

## Informations à communiquer au Conseil de gestion

<b>Principales questions soulevées lors de la discussion</b>	<b>Commentaires</b>
État d'avancement de l'audit	<ul style="list-style-type: none"> <li>• PricewaterhouseCoopers LLP (« PwC » ou « nous ») a quasi achevé l'audit des états financiers (les « états financiers »).</li> <li>• Les principaux éléments qui n'ont pas encore été examinés au moment de la communication de ces éléments sont les suivants :               <ul style="list-style-type: none"> <li>– Lettre d'affirmation de la direction</li> <li>– Examen des états financiers définitifs</li> <li>– Procédures liées aux événements postérieurs à la date de clôture</li> <li>– Réception des confirmations bancaires</li> <li>– Réception des lettres aux avocats</li> </ul> </li> </ul>
Significant reporting matters – Human rights lawsuits	<p><b>Area of focus</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Management updated us of the action surrounding access to adequate and similar facilities that has been lodged against the Ministry of Education and the District.</li> <li>• During the year ended June 30, 2014, management has consulted with its legal counsel and included disclosure in the financial statements indicating that the outcome of these cases are not determinable as at year end. The likelihood and magnitude of any financial obligation arising from the action are subject to management judgment.</li> </ul> <p><b>Resolution</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• We have discussed the matter with management and have reviewed various documents including correspondence with lawyers, legal expenses and minutes of meetings.</li> <li>• We concur with management's conclusion that the outcome is not determinable and accordingly have proposed no adjustment to the financial statements.</li> </ul>

Les questions abordées dans ce rapport et dans les autres rapports qui découleront de l'audit ont trait uniquement aux aspects dont nous avons pris connaissance lors de notre audit ou qui sont pertinents et que nous croyons devoir porter à votre attention. Il ne s'agit pas d'un compte rendu exhaustif de toutes les questions qui peuvent être soulevées et nous ne pouvons donc pas être tenus responsables de la communication de tous les risques auxquels votre entreprise est exposée ou de toutes les faiblesses du contrôle interne. Ce rapport a été préparé uniquement à votre intention et ne devrait pas être cité, en tout ou en partie, sans notre consentement écrit préalable. Nous déclinons toute responsabilité envers des tiers, étant donné que ce rapport n'a pas été préparé à leur intention et qu'il ne vise aucune autre fin que celles décrites aux présentes. Nos commentaires et conclusions doivent être lus uniquement dans le contexte des états financiers pris dans leur ensemble. Notre intention n'est pas d'exprimer une opinion à l'égard d'éléments individuels ou d'estimations comptables.

<b>Principales questions soulevées lors de la discussion</b>	<b>Commentaires</b>
Significant reporting matters – Capital assets	<p><b>Area of focus</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• A significant portion of the statement of financial position consists of capital assets in the Capital Fund.</li> <li>• The balance of unspent deferred capital revenue included as restricted capital is \$2.9m. Management is required to determine whether unspent amounts are restricted or part of bylaw.</li> </ul> <p><b>Resolution</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• As part of our procedures, we: <ul style="list-style-type: none"> <li>– validated controls over purchases and payables;</li> <li>– examined management’s calculation of depreciation expense; and</li> <li>– reviewed for any potential impairments of the District’s capital assets.</li> </ul> </li> <li>• We understand that the Ministry of Education and the District determined the appropriate classification between bylaw and restricted capital. The District transferred \$4m to restricted capital during the year. Accordingly we have not proposed any related adjustments.</li> </ul>
Significant reporting matters – Enrolment figures	<p><b>Area of focus</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• As funding received from the Ministry of Education is largely based on the number of students enrolled with the District, misstatement of the enrolment figures could result in misstatements in revenues and contributions.</li> </ul> <p><b>Resolution</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• We reviewed the available Echo reports and gained an understanding of the controls over reporting enrolment to the Ministry of Education. No errors or issues were noted.</li> </ul>
Difficultés importantes ou désaccords survenus dans le cadre de notre audit	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Au cours de l’audit, nous n’avons pas connu de difficulté ou de divergence d’opinions qui devrait être portée à l’attention du Conseil de gestion.</li> </ul>
Fraude	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Aucune fraude impliquant la haute direction, ou des employés ayant un rôle important dans le contrôle interne ou qui sont susceptibles d’entraîner une anomalie significative dans les états financiers, n’a été relevée dans le cadre de nos procédures d’audit.</li> <li>• Nous souhaitons que le Conseil de gestion confirme à nouveau s’il est au courant de fraudes avérées, soupçonnées ou alléguées.</li> </ul>
Tout cas de non-conformité, avéré ou suspecté, aux textes légaux et réglementaires dont l’auditeur prend connaissance	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Aucun cas de non-conformité, avéré ou suspecté, aux textes légaux et réglementaires n’a été relevé dans le cadre de nos procédures d’audit.</li> <li>• Nous souhaitons que le Conseil de gestion confirme à nouveau s’il est au courant de cas de non-conformité, avérés ou suspectés, aux textes légaux et réglementaires.</li> </ul>

<b><i>Principales questions soulevées lors de la discussion</i></b>	<b><i>Commentaires</i></b>
Recommandations relatives au contrôle interne	<ul style="list-style-type: none"><li>• Les NAGR du Canada exigent que nous fassions rapport au Conseil de gestion de toute faiblesse dans le contrôle interne relevée dans le cadre de notre audit qui, selon notre jugement, constitue une déficience important.</li><li>• Par « déficience importante », on entend une déficience du contrôle interne qui, selon nous, nécessite l'attention du Conseil de gestion.</li><li>• Au cours de nos travaux, nous n'avons relevé aucune déficience importante. Cependant, nous avons noté une recommandation concernant les paramètres de mots de passe du système SRB. Les mots de passes devrait avoir une longueur minimale et ils devraient expirer après un certain temps (ex : 3 mois).</li></ul>
Autres informations présentées dans des documents contenant des états financiers audités	<ul style="list-style-type: none"><li>• Au fil de notre audit, nous n'avons relevé aucun autre document contenant les états financiers audités.</li></ul>
Indépendance	<ul style="list-style-type: none"><li>• Nous sommes indépendants du Conseil. Nous avons joint une copie de la lettre d'indépendance à l'annexe D.</li></ul>

---

## ***Annexe A: Project de rapport de l'auditeur***



September •, 2014

## **Independent Auditor's Report**

### **To the Board of Education of School District No. 93**

We have audited the statement of financial position as at June 30, 2014 and the statements of operations, remeasurement gains and losses, changes in net financial assets, and cash flows for the year ended June 30, 2014, comprising Statements 1 to 5, of School District No. 93. The attached supplementary information included in Schedules 1 through 4D is presented for the purposes of additional analysis and is not a required part of the basic financial statements.

#### **Management's responsibility for the financial statements**

Management is responsible for the preparation and fair presentation of these financial statements in accordance with Section 23.1 of the *Budget Transparency and Accountability Act* of the Province of British Columbia, and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

#### **Auditor's responsibility**

Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audit. We conducted our audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the financial statements. The procedures selected depend on the auditor's judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the auditor considers internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by management, as well as evaluating the overall presentation of the financial statements.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

---

*PricewaterhouseCoopers LLP  
PricewaterhouseCoopers Place, 250 Howe Street, Suite 700, Vancouver, British Columbia, Canada V6C 3S7  
T: +1 604 806 7000, F: +1 604 806 7806, [www.pwc.com/ca](http://www.pwc.com/ca)*

"PwC" refers to PricewaterhouseCoopers LLP, an Ontario limited liability partnership.



**Other matter**

The supplementary information included in Schedules 1 to 4D has not been audited.

**Opinion**

In our opinion, the financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of School District No. 93 as at June 30, 2014 and the results of its operations, its remeasurement gains and losses, changes in net financial assets and its cash flows for the year ended June 30, 2014 in accordance with Section 23.1 of the *Budget Transparency and Accountability Act* of the Province of British Columbia.

**Basis of accounting**

Without modifying our opinion, we draw attention to note 2 of the financial statements, which describes the basis of accounting and the significant differences between such basis of accounting and Canadian public sector accounting standards.

**Chartered Accountants**

DRAFT



## ***Annexe B: Résumé des anomalies non corrigées et corrigées***

### **Anomalies non corrigées**

Dans le cadre de notre audit, nous avons noté les anomalies suivantes:

To record 50% of the school generated funds as restricted contributions			
1.	DR	Revenue	\$460,675
	CR	Deferred Revenue	\$(460,675)
To record amortization expenses on PP&E additions during the year			
2.	DR	Expenses	\$361,950
	CR	Tangible capital assets	\$(361,950)

### **Anomalies corrigées**

Dans le cadre de notre audit, nous avons noté les anomalies suivantes:

To record the outstanding item on the bank reconciliation			
1.	DR	Accounts payable	\$109,272
	CR	Cash	\$(109,272)
To record the CUPE signing bonus payable			
2.	DR	Expenses	\$446,364
	CR	Accounts payable	\$(446,364)

---

## ***Annexe C: Projet de lettre d'affirmation de la direction***

[Client letterhead]

September ●, 2014

PricewaterhouseCoopers LLP  
250 Howe Street, Suite 700  
Vancouver, BC V6C 3S7

Attention: Andrew Clark

Dear Sir:

We are providing this letter in connection with your audit of the financial statements (the financial statements) of School District No. 93 (we, us, our, the District) as at June 30, 2014 and for the year then ended for the purpose of expressing an opinion as to whether such financial statements present fairly, in all material respects in accordance with the basis of accounting disclosed in note 2 of the financial statements.

#### **Management's responsibilities**

We have fulfilled our responsibilities, as set out in the terms of the audit engagement dated August 14, 2014. In particular, we confirm to you that:

- we are responsible for the preparation and fair presentation of the financial statements in accordance with the basis of accounting disclosed in note 2 of the financial statements;
- we are responsible for designing, implementing and maintaining internal control relevant to the preparation and fair presentation of the financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error. In this regard, we are responsible for establishing policies and procedures that pertain to the maintenance of accounting systems and records, the authorization of receipts and disbursements, the safeguarding of assets and for reporting financial information in accordance with the basis of accounting disclosed in note 3 of the financial statements;
- we have provided you with all relevant information and access, as agreed in the terms of the audit engagement; and
- all transactions have been recorded in the accounting records and are reflected in the financial statements.

We confirm the following representations:

#### **Use of the financial statements**

We confirm that the financial statements are solely for the information, use of the District. We understand that these financial statements are not intended to be and should not be used by anyone other than the above-mentioned users or for any other purpose. We also understand that, during your audit, items of possible interest to a third party, other than the above-mentioned users, have not been specifically addressed and matters may exist that would be assessed differently by a third party, possibly in connection with a specific transaction.

#### **Preparation of financial statements**

The financial statements include all disclosures necessary for fair presentation in accordance with the basis of accounting disclosed in note 2 of the financial statements and disclosures otherwise required to be included therein by the laws and regulations to which we are subject.

We have appropriately reconciled our books and records (e.g. general ledger accounts) underlying the financial statements to their related supporting information (e.g. subledger or third party data). All related reconciling items considered to be material were identified and included on the reconciliations and were appropriately adjusted in the financial statements. There were no material unreconciled

differences or material general ledger suspense account items that should have been adjusted or reclassified to another account balance. There were no material general ledger suspense account items written off to a balance sheet account, which should have been written off to a profit and loss account and vice versa.

### **Accounting policies**

We confirm that we have reviewed our accounting policies and, having regard to the possible alternative policies, our selection and application of accounting policies and estimation techniques used for the preparation of the financial statements is appropriate in our particular circumstances to be prepared in all material respects in accordance with the basis of accounting disclosed in note 2 of the financial statements.

### **Internal controls over financial reporting**

We have designed disclosure controls and procedures to provide reasonable assurance that material information relating to the District, is made known to us by others within those entities.

We have designed internal control over financial reporting to provide reasonable assurance regarding the reliability of financial reporting and the preparation of the financial statements for external purposes in accordance with the basis of accounting disclosed in note 2 of the financial statements.

We have not identified any deficiency in the design or operation of disclosure controls and procedures and internal control over financial reporting identified as part of our assessment as at June 30, 2014.

### **Disclosure of information**

We have provided you with:

- access to all information of which we are aware that is relevant to the preparation of the financial statements as agreed in the terms of the audit engagement, such as records, documentation and other matters including:
  - contracts and related data;
  - information regarding significant transactions and arrangements that are outside of the normal course of business;
  - minutes of the meetings of Board of Education, management, trustees and committees of Trustees. The most recent meeting held was May 24, 2014;
- additional information that you have requested from the District for the purpose of the audit; and
- unrestricted access to persons within the entity from whom you determined it necessary to obtain audit evidence.

### **Completeness of transactions**

All contractual arrangements entered into by the District with third parties have been properly reflected in the accounting records and, where material (or potentially material) to the financial statements, have been disclosed to you. We have complied with all aspects of contractual agreements that could have a material effect on the financial statements in the event of non-compliance.

### **Fraud**

We have disclosed to you:

- the results of our assessment of the risk that the financial statements may be materially misstated as a result of fraud;
- all information in relation to fraud or suspected fraud of which we are aware affecting the District involving management, employees who have significant roles in internal control or others where the fraud could have a material effect on the financial statements; and
- all information in relation to any allegations of fraud, or suspected fraud, affecting the District's financial statements, communicated by employees, former employees, analysts, regulators or others.

### **Compliance with laws and regulations**

We have disclosed to you all aspects of laws, regulations and contractual agreements that may affect the financial statements, including actual or suspected non-compliance with laws and regulations whose effects should be considered when preparing the financial statements.

We are not aware of any illegal or possibly illegal acts committed by the District's directors, officers or employees acting on our behalf.

### **Accounting estimates and fair value measurements**

Significant assumptions used by the District in making accounting estimates, including fair value accounting estimates, are reasonable.

For recorded or disclosed amounts in the financial statements that incorporate fair value measurements, we confirm that:

- the measurement methods are appropriate and consistently applied;
- the significant assumptions used in determining fair value measurements represent our best estimates, are reasonable and have been consistently applied;
- no subsequent event requires adjustment to the accounting estimates and disclosures included in the financial statements; and
- the significant assumptions used in determining fair value measurements are consistent with the District's planned courses of action. We have no plans or intentions that have not been disclosed to you, which may materially affect the recorded or disclosed fair values of assets or liabilities.

Significant estimates and measurement uncertainties known to management that are required to be disclosed in accordance with the Chartered Professional Accountants (CPA) Canada Public Sector Accounting Handbook Section PS 2130, *Measurement Uncertainty*, have been appropriately disclosed.

### **Related parties**

We confirm the completeness of information provided to you regarding the identification of related parties as defined by the CPA Canada Public Sector Accounting Handbook Section PS 4260, *Disclosure of Related Party Transactions by Not-for-Profit Organizations*, which include, but are not limited to directors, officers, senior members of management, or immediate family members of such individuals, or entities over which these individuals are able to exert significant influence.

We also confirm the completeness of information provided to you regarding the nature of our relationships with and transactions involving those entities.

The identity and relationship of and balances and transactions with related parties have been properly recorded and adequately disclosed in the financial statements.

The list of related parties below accurately and completely describes our related parties and the relationships with such parties.

- All province of British Columbia ministries, agencies, school districts, health authorities, colleges, universities and crown corporations through common ownership.
- The Board of Education and family.
- Management and immediate family members of management.

**Going concern**

We have no plans or intentions that may materially alter the carrying value or classification of assets and liabilities reflected in the financial statements (e.g. to dispose of the business or to cease operations).

**Assets and liabilities**

We have satisfactory title or control over all assets. All liens or encumbrances on our assets and assets pledged as collateral, to the extent material, have been disclosed in the notes to the financial statements.

Receivables, other than contributions receivable accounted for in accordance with the CPA Canada Public Sector Accounting Handbook Section PS 4220, *Contributions Receivable*, recorded in the financial statements, represent bona fide claims against debtors for sales or other charges arising on or before the statement of financial position dates and are not subject to discount except for normal cash discounts. Receivables classified as current do not include any material amounts that are collectible after one year. All receivables have been appropriately reduced to their estimated net realizable value.

We confirm that contributions received in the year have been recognized as revenue in the appropriate fund and reflect restrictions placed on the use of the contributions by the donor.

We have recorded or disclosed, as appropriate, all liabilities, in accordance with the basis of accounting disclosed in note 2 of the financial statements. All liabilities and contingencies, including those associated with guarantees, whether written or oral, under which we are contingently liable in accordance with the CPA Canada Public Sector Accounting Handbook Section PS 3300, *Contingent Liabilities*, have been disclosed to you and are appropriately reflected in the financial statements.

**Cash and banks**

The books and records properly reflect and record all transactions affecting cash funds, bank accounts and bank indebtedness of the District.

All cash balances are under the control of the District, free from assignment or other charges, and unrestricted as to use, except as disclosed to you.

The amount shown for cash on hand or in bank accounts excludes trust or other amounts which are not the property of the District.

Arrangements with financial institutions involving compensating balances or other arrangements involving restrictions on cash balances, line of credit, or similar arrangements have been properly disclosed.

All cash and bank accounts and all other properties and assets of the District of which we are aware are included in the financial statements at June 30, 2014.

**Capital assets**

All charges to capital asset accounts represented the actual cost of additions or the fair value at the date of contribution.

All contributed tangible capital assets have been recorded at fair value at the date of the contribution.

No significant capital asset additions were charged to repairs and maintenance or other expense accounts.

Book values of capital assets sold, destroyed, abandoned or otherwise disposed of have been eliminated from the accounts.

Capital assets owned by the District are being depreciated on a systematic basis over their estimated useful lives, and the provision for depreciation was calculated on a basis consistent with that of the previous date.

All lease agreements covering property leased by or from the District have been disclosed to you and classified in accordance with CPA Canada Public Sector Accounting Handbook Guideline PSG-02, *Leased Tangible Capital Assets*.

Assets held under capital leases are being amortized on a systematic basis over the period of expected use.

There have been no events, conditions or changes in circumstances that indicate that a capital asset no longer contributes to the District's ability to provide goods and services. We believe that the carrying amount of the District's long-lived capital assets is fully recoverable in accordance with CPA Canada Public Sector Accounting Handbook Section PS 4230, *Capital Assets Held by Not-for-Profit Organizations*.

### **Employee future benefits**

All arrangements to provide post-employment benefits have been identified to you and have been included in the actuarial valuation as required.

The actuarial valuation dated June 30, 2014 incorporates management's best estimates.

The actuarial assumptions and methods used to measure liabilities and costs for financial accounting purposes for other post-retirement benefits are appropriate in the circumstances.

The District does not plan to make frequent amendments to the other post-retirement benefit plans.

The District's actuaries have been provided with all information required to complete their valuation as at June 30, 2014.

The employee future benefit costs, assets and obligations have been determined, accounted for and disclosed in accordance with CPA Canada Public Sector Accounting Handbook Section PS 3255, *Post-employment Benefits, Compensated Absences and Termination Benefits*. In particular:

- The significant accounting policies that the District has adopted in applying CPA Canada Public Sector Accounting Handbook Section PS 3255 are accurately and completely disclosed in the notes to the financial statements. Each of the best estimate assumptions used reflects management's judgment of the most likely outcomes of future events.
- The best estimate assumptions used are, as a whole, internally consistent, and consistent with the asset valuation method adopted.
- The discount rate used to determine the accrued benefit obligation was determined by reference to market interest rates at the measurement date on high-quality debt instruments with cash flows that match the timing and amount of expected benefit payments; or inherent in the amount at which the accrued benefit obligation could be settled.
- The assumptions included in the actuarial valuation are those that management instructed Mercer to use in computing amounts to be used by management in determining pension costs and obligations and in making required disclosures in the above-named financial statements, in accordance with CPA Canada Public Sector Accounting Handbook Section PS 3255.

In arriving at these assumptions, management has obtained the advice of Mercer, but has retained the final responsibility for the assumptions.

The source data and plan provisions provided to the actuary for preparation of the actuarial valuation are accurate and complete.

All changes to plan provisions or events occurring subsequent to the date of the actuarial valuation and up to the date of this letter have been considered in the determination of pension costs and obligations and as such have been communicated to you as well as to the actuary.

**Litigation and claims**

All known actual or possible litigation and claims, which existed at the statement of financial positions dates or exist now, have been disclosed to you and accounted for and disclosed in accordance with Canadian public sector accounting standards, whether or not they have been discussed with legal counsel.

**Misstatements detected during the audit**

Certain representations in this letter are described as being limited to those matters that are material. Items are also considered material, regardless of size, if they involve an omission or misstatement of accounting information that, in light of surrounding circumstances, makes it probable that the judgment of a reasonable person relying on the information would have been changed or influenced by the omission or misstatement. We confirm that the financial statements are free of material misstatements, including omissions.

The effects of the uncorrected misstatements in the financial statements, as summarized in the accompanying schedule (Appendix A), are immaterial, both individually and in the aggregate, to the financial statements taken as a whole. We confirm that we are not aware of any uncorrected misstatements other than those included in Appendix A.

The adjusted misstatements identified during your audit and summarized in the attached schedule (Appendix B) have been approved by us and adjusted in the financial statements.

**Events after balance sheet date**

We have identified all events that occurred between the balance sheet date and the date of this letter that may require adjustment of, or disclosure in, the financial statements, and have effected such adjustment or disclosure.

**School District No.93**

---

Sylvain Allison – Secretary Treasurer

---

Simon Couture – Director of Finance



**Appendix A: Summary of Uncorrected Misstatements**

To record 50% of the school generated funds as restricted contributions		
1.	DR Revenue	\$460,675
	CR Deferred Revenue	\$(460,675)
To record amortization expenses on PP&E additions during the year		
2.	DR Expenses	\$361,950
	CR Tangible capital assets	\$(361,950)

DRAFT

## Appendix B: Summary of Adjusted Misstatements

To record the outstanding item on the bank reconciliation			
1.	DR	Accounts payable	\$109,272
	CR	Cash	\$(109,272)
To record the CUPE signing bonus payable			
2.	DR	Expenses	\$446,364
	CR	Accounts payable	\$(446,364)

DRAFT

---

## ***Annexe D: Lettre d'indépendance***



September 5, 2014

Members of the Finance Committee  
School District No. 93  
13511 Commerce Parkway, Suite 100  
Richmond, BC V5V 2J8

Dear Sirs/Mesdames:

We have been engaged to audit the financial statements of the School District No. 93 (the District) for the year ended June 30, 2014.

Canadian generally accepted auditing standards require that we communicate at least annually with you regarding all relationships between the District, its management and us that may reasonably be thought to bear on our independence.

In determining which relationships to report, these standards require us to consider relevant rules and related interpretations prescribed by The Institute of Chartered Accountants of British Columbia and applicable legislation covering such matters as:

- a. holding a financial interest, either directly or indirectly, in a client;
- b. serving as an officer or director of a client;
- c. performance of management functions for an assurance client;
- d. personal or business relationships of immediate family, close relatives, partners or retired partners, either directly or indirectly, with a client or its management;
- e. economic dependence on a client;
- f. long association of senior personnel with a listed entity audit client;
- g. audit committee approval of services to a listed entity audit client; and
- h. provision of services in addition to the audit engagement.

We have prepared the following comments to facilitate our discussion with you regarding independence matters.

We are not aware of any relationships between the District or its management and PricewaterhouseCoopers LLP that may reasonably be thought to bear on our independence that have occurred from September 6, 2013 to September 5, 2014.

We hereby confirm that we are independent with respect to the District within the meaning of the Rules of Professional Conduct of The Institute of Chartered Accountants of British Columbia as of September 5, 2014.

This report is intended solely for the use of the Finance Committee, management and others within the District and should not be used for any other purpose.

Yours very truly,

*PricewaterhouseCoopers LLP*

**Chartered Accountants**

---

*PricewaterhouseCoopers LLP*  
PricewaterhouseCoopers Place, 250 Howe Street, Suite 700, Vancouver, British Columbia, Canada V6C 3S7  
T: +1 604 806 7000, F: +1 604 806 7806, [www.pwc.com/ca](http://www.pwc.com/ca)

